

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2005

Étaient présents : MM. MAMERE, MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme LUCBERNET-GARCIA, MM. DUBOST, PEREZ, Mme BARRIERE, MM. DRESS, DANE, FONSECA, GOURGUES, LABARTHE, Mme POUGNET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD AMEZIANE, M. LACOSTE, Mme HEGOBURU, M. PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

Mme TSITSICHVILI à Mme BARRIERE
M. DANE à M. SURLEVE-BAZEILLE (jusqu'à la délibération n° 2)
M. GOURGUES à M. LACOSTE (à partir de la délibération n° 17)
Mme ALLIN à M. PINAUD
M. BEZIADE à Mme FEDOU (à partir de la délibération n° 3)
Mme VIGANO à M. PEREZ
Melle CERON à Mme LUCBERNET-GARCIA
Mme RIVES à M. DUBOST
M. RABEAU à M. PARIS
Mme ALCORTA à Mme TEXIER (à partir de la délibération n° 11)

Absents : /

Secrétaire de la séance : Mme OULD AMEZIANE

1. RAPPORT D'ACTIVITÉS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX POUR L'ANNÉE 2004

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de la Communauté sont entendus.

2. CESSION D'UNE PARTIE DES TERRAINS DES TERRES NEUVES À LA S.A.E.M.C.I.B. DANS LE CADRE DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT (C.P.A.) DE L'OPÉRATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN (O.R.U.)

Le dossier O.R.U. Yves Farge-Terres Neuves ayant entraîné un certain nombre d'évolutions aussi bien en ce qui concerne le programme de logements que le schéma directeur d'urbanisme, le Conseil approuve la cession à la S.A.E.M.C.I.B. d'une partie des terrains Terres Neuves (E.C.M.M.) d'une superficie totale de 33.757 m² au prix de 1.445.848 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

3. CESSION D'UNE PARTIE DES TERRAINS LACOSTE À LA S.A.E.M.C.I.B. DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN

De même, dans le cadre du dossier O.R.U. Yves Farge-Terres Neuves, il sera procédé à la cession des îlots constructibles de la propriété LACOSTE d'une superficie totale de 34.118 m² au prix de 770.000 € H.T.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 5 CONTRE

4. TRANSFERT DES CONVENTIONS FNADT, FRED ET TRANSFERT DES DOSSIERS FEDER POUR LA RECONVERSION DU SITE DE L'E.C.M.M. DE LA VILLE DE BEGLES À LA S.A.E.M.C.I.B., AMÉNAGEUR DE L'ENSEMBLE DU PÉRIMÈTRE DE L'OPÉRATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN YVES FARGE – TERRES NEUVES ET APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT

En raison du changement de maître d'ouvrage, la S.A.E.M.C.I.B. se substituant à la Ville de Bègles, il est décidé de transférer le bénéfice des subventions FNADT, FRED et FEDER à la S.A.E.M.C.I.B., aménageur et d'approuver le nouveau plan de financement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

5. MODIFICATION DE LA CHARTE DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENTS

Le Conseil approuve les deux modifications proposées qui permettront de créer une dynamique au sein de ces conseils ainsi que l'émergence de projets susceptibles d'intéresser le plus grand nombre de béglais.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

6. PROJETS DES CONSEILS D'ARRONDISSEMENTS NORD-OUEST, SUD-OUEST, NORD-EST ET SUD-EST

Il s'agit pour :

- le Conseil d'Arrondissement Nord-Ouest d'aménager les bornes de tri de verre sur les places Dolet et de la Libération
- le Conseil d'Arrondissement Sud-Ouest d'aménager la place César Franck
- le Conseil d'Arrondissement Sud-Est de terminer l'aménagement de l'espace vert situé entre les Restos du Cœur et le gymnase Boyer
- le Conseil d'Arrondissement Nord-Est de participer à la semaine de l'environnement urbain.

Le Conseil approuve les propositions faites par ces conseils d'arrondissements pour la réalisation de projets d'intérêt général spécifiquement liés à la vie quotidienne de l'arrondissement.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

7. ADOPTION DU NOUVEAU RÈGLEMENT DU CONSEIL DES SAGES POUR LA PÉRIODE 2005/2008

Il est décidé de revoir le règlement du Conseil des Sages en précisant son fonctionnement et en modifiant les modalités de nomination de ses membres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

8. ACQUISITION DE LA PARCELLE BK 1 SISE 171 AVENUE DU MARÉCHAL LECLERC

Avec le concours de la C.U.B. et de l'A'URBA, la Ville a engagé une réflexion sur la recomposition urbaine du quartier Nord-Est et plus particulièrement du secteur dévolu à accueillir des activités économiques. Vu la localisation de la parcelle, sa taille et sa configuration, il est décidé de l'acquérir dans l'attente des conclusions de l'étude confiée à l'A'URBA et afin de ne pas compromettre la faisabilité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

9. ACQUISITION DE LA PARCELLE AZ 8 SISE 30 RUE DILLY PROLONGÉE

La Ville a engagé une étude sur le réaménagement et l'extension du Parc de Mussonville. Aussi, il est décidé d'acquérir cette parcelle située à proximité du parc qui permettra l'amélioration de l'accès avec notamment l'aménagement d'un parking.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

10. ACQUISITION DE LA PARCELLE AM 861 SISE 17 RUE TOUTON

Dans le cadre de l'étude en cours pour le réaménagement du cours Victor Hugo, la Ville est attentive aux mutations foncières dans ce secteur et en particulier à celles permettant la réalisation de places de stationnement. Aussi, vu sa localisation, sa taille et sa configuration, il est décidé d'acquérir cette parcelle.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

11. CONTRAT DE VILLE 2005 – SIGNATURE D'UNE CONVENTION FINANCIÈRE AVEC L'ETAT ET AUTORISATION DE REVERSER LES SUBVENTIONS

Au titre de l'année 2005, l'Etat vient de faire connaître sa participation financière d'un montant de 46.356 € pour les actions menées dans la commune et ses quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville. Monsieur le Maire est autorisé à signer avec l'Etat une convention financière précisant la répartition pour chaque action, à charge ensuite à la Ville de reverser aux associations la subvention allouée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

12. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Afin de répondre aux nécessités du service public, il est approuvé la création, à compter du 1^{er} octobre 2005, de divers emplois.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

13. CRÉATION DE 10 EMPLOIS DANS LE CADRE DU CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI (C.A.E.)

Afin de poursuivre l'action en matière d'emploi et d'insertion auprès des personnes les plus défavorisées engagées notamment dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion (P.L.I.E.), il est décidé de créer 10 emplois C.A.E. qui remplaceront les emplois C.E.S. créés le 21 décembre 2000.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

14. RENOUVELLEMENT DES EMPLOIS À TEMPS NON COMPLET DE COLLABORATEUR D'ÉDUCATION MUSICALE

Le Conseil donne son accord pour le renouvellement de quatre emplois de collaborateurs d'éducation musicale à temps non complet à compter du 1^{er} octobre 2005.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

15. RÉGIME INDEMNITAIRE RELATIF À DIVERS EMPLOIS

Par cette délibération, le Conseil fixe les montants des régimes indemnitaires pour des emplois ou missions qui n'existaient pas lors de la mise en place du régime indemnitaire créé par délibération du 31 mai 2001.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

16. FRAIS DE TRANSPORT DANS LE CADRE D'UN ÉCHANGE DE FONCTIONNAIRES ENTRE LES VILLES DE BEGLES ET DE SUHL

Dans le cadre d'échanges de fonctionnaires entre les villes de Bègles et de Suhl, un appel à candidatures a été fait auprès de l'ensemble des agents de la ville : deux ont été retenus. Ces derniers sont autorisés à utiliser, pour le voyage retour, le transport aérien sur la base du tarif le plus économique.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

17. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE AU C.R.E.A.C.

Dans le cadre de ses activités culturelles et de soutien à la vie associative, il est souhaitable de développer l'aide accordée à cette association qui mène pour le compte de la Ville la saison culturelle, le festival « Jours de Fête » et la venue du cirque Romanès. A ce titre, il est décidé d'allouer une subvention complémentaire de 28.000 € pour le fonctionnement du C.R.E.A.C.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 34 VOIX POUR – 1 ABSTENTION

18. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION IBUKA

Cette association a pour objectif de perpétuer la mémoire des victimes du génocide des tutsis survenu au Rwanda en 1994, de lutter contre le négationnisme et d'apporter un soutien aux rescapés. Avec d'autres associations locales, cette association participe aux Journées de la Paix parrainées par l'UNESCO du 21 au 24 septembre. Il est décidé de soutenir financièrement son programme d'activités en allouant à cette association une subvention exceptionnelle de 900 €.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 VOIX CONTRE

19. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À CITÉS UNIES FRANCE

Face à la pénurie alimentaire qui sévit au Niger, Cités Unies France a créé un fonds collectivités locales françaises. Compte tenu de ce contexte et devant l'urgence de la situation, le Conseil décide de s'associer à cette opération de solidarité et d'allouer une subvention exceptionnelle de 1.000 € à Cités Unies France.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

20. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION TERRE DE RIVIÈRES

Il est décidé de verser une subvention exceptionnelle de 760 € à cette association afin que la commune apporte sa contribution à l'effort de valorisation du patrimoine fluvial.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

21. DEMANDE DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA LABELLISATION DU CENTRE DE LOISIRS PETITE ENFANCE « 1.000 DÉFIS POUR MA PLANÈTE »

La Ville ayant choisi de s'investir dans un projet sur l'éco-citoyenneté, le Conseil approuve les conditions de mise en œuvre de ce projet et sollicite un financement dans le cadre du programme « 1.000 défis pour ma planète ».

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

22. CRÉATION D'UNE LUDOTHÈQUE AU PÉRISCOLAIRE DE L'ÉCOLE FERDINAND BUISSON

Il est approuvé la création de cette ludothèque et le montant de la cotisation annuelle est fixé à 1,50 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

23. CONTRAT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE - CONTRAT OPÉRATIONNEL DE LA COMMUNE DE BEGLES – ANNÉE 2005

Pour l'année 2005, la participation financière du Conseil Général s'élèvera à 95.152,54 € pour les actions menées sur la Commune. Monsieur le Maire est autorisé à signer avec le Département la convention financière précisant la répartition pour chaque action.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

24. DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA RÉSERVE PARLEMENTAIRE 2005

Afin de sensibiliser les jeunes aux nouvelles technologies et de créer un lien intergénérationnel et interquartiers sur la Ville, il est décidé de valider les conditions de mise en place des différents projets autour de la communication dans les quartiers et de solliciter une subvention de 3.000 € au titre de la réserve parlementaire 2005 pour l'acquisition de matériel vidéo.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 CONTRE

25. UTILISATION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE DE 2004

Le montant alloué à la Commune en 2004 dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine s'élève à 414.097 €. Le Conseil prend acte du rapport d'utilisation de cette dotation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

26. FONDS DÉPARTEMENTAL D'AIDE À L'ÉQUIPEMENT DES COMMUNES

Cette dotation sert à financer des travaux d'aménagement ou de réparation concernant des équipements communaux, lorsque aucune aide spécifique du Conseil Général ne peut être attribuée, soit en raison de leur montant, soit en raison de leur nature. L'enveloppe mise à disposition de la commune s'élève à 95.497 € et sera affectée dans son intégralité à la rénovation de la piscine.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

27. DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET

En cette période de l'exercice, il est décidé de procéder à divers ajustements.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

28. IMPUTATION DU MOBILIER ET MATÉRIEL SUIVANT ARRÊTÉ DU 26 OCTOBRE 2001

Il est décidé d'assimiler certains biens meubles à des biens immobilisés et de les affecter à la Section d'Investissement afin de récupérer la T.V.A.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

29. AUTORISATION DU CONSEIL MUNICIPAL POUR NOMMER MAÎTRE BLET, AVOCAT, POUR CONSEILLER ET REPRÉSENTER LA COMMUNE DANS L'AFFAIRE INTRODUITE PAR MONSIEUR BRU

Vu la requête présentée par M. BRU auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux, Maître Raymond BLET, Avocat, est désigné pour conseiller et représenter la Commune.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 NE PARTICIPENT PAS

30. AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉCOLE MATERNELLE LA FERRADE 2^{ÈME} PHASE

Des travaux supplémentaires de menuiseries doivent être réalisés en raison du mauvais état des fenêtres de 3 classes constaté lors du chantier. Ces travaux, ne figurant pas au marché initial, sont imprévisibles et un avenant sera passé avec l'Entreprise FERLU pour un montant de 17.796,48 € TTC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

31. AVENANT N° 1 DALKIA – GESTION DU CHAUFFAGE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

Il est décidé de passer un avenant au marché initial compte tenu des diverses évolutions intervenues sur le patrimoine communal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR